

**Face à la guerre qui menace, fermement, encore une fois, nous disons non. Elle ne se fera pas en notre nom.**

**Et nous proposons une voie commune.**

Nous les Colombiens, devrions bien le savoir, la paix est une construction collective. L'oublier, c'est se condamner à disparaître dans une spirale de destruction, de douleur et de mort. Nos ennemis ont besoin d'entretenir cette guerre sans fin pour continuer à nous nier et accumuler des profits.

Forts de cette certitude, nous prenons position face aux déclarations d'Ivan Marquez au nom des FARC. EP et aux conséquences et réactions qu'elles entraîneront. Nous le disons encore une fois : pas de guerre menée en notre nom. Et nous lançons cet appel car dire les choses ne suffit pas, ne sert même à rien. Nous publions cet appel dans l'urgence, avec la liste des premiers signataires. Nous espérons que notre prise de position interpellera ceux qui voudront joindre la parole à l'action parce qu'ils partagent notre point de vue et s'engagent au sens fort du terme dans la résistance, la rébellion et la lutte. Cet appel est porté par un ample désir de construction collective, dans tous les domaines. Il en s'agit pas pour nous de recueillir des signatures. Notre but, c'est de contribuer à l'émergence d'initiatives visant l'organisation et l'action. A partir de l'horizon que nous venons de définir, il nous faut construire une Minga de Mingas<sup>1</sup>. Oeuvrer ensemble à la paix, la révolte, la dignité, la résistance, pour en finir avec un ordre aussi injuste qu'intolérable nous aidera à nous soulever et à nous organiser, et réaliser notre rêve d'un pays de peuples sans maîtres. Un pays en paix. Qui sera enfin notre pays.

**30 août 2019**

Envoyez vos signatures à cette adresse: [retomarelcaminoauca@gmail.com](mailto:retomarelcaminoauca@gmail.com)

1. Nous comprenons les faits, nous reconnaissons la validité des arguments et des raisonnements qui vous obligent à faire cette déclaration : l'état colombien et le gouvernement n'ont pas tenu les engagements qu'ils avaient pris lors des négociations pour la paix avec les FARC.EP, ils nous ont trahi.
2. Depuis votre perspective, il est donc logique que vous vous preniez vos distances, vous vous regroupiez, et vous posiez à nouveau la question de la résistance et de la lutte armée. Quiconque connaît la Colombie, son histoire, ses élites, son état, le mal nommé "processus de paix", et le "post-conflit", toutes les manipulations, les mensonges et les crimes qu'il y a derrière ces mots, peut comprendre votre logique et les arguments sur lesquels vous fondez votre décision. Elle est rationnelle, elle est compréhensible, le problème, c'est qu'elle est aussi erronée.
3. L'état colombien et le gouvernement actuel veulent la guerre. Ils en ont besoin. Ils l'imposent, en tirent profit. C'est ainsi depuis le début des négociations, cela a commencé avec les manipulations du référendum sur les accords, et continue aujourd'hui sous le mandat de Duque-Urbe. Ils ont toujours instrumentalisé la "paix" au bénéfice de la guerre, et aujourd'hui, leur but est de se débarrasser des accords pour relancer la guerre, la légitimer et l'étendre toujours plus. Une fois de plus, mais avec une intensité jamais vue jusque là, l'état colombien vous aura poussés à la guerre, et il n'y aura qu'un gagnant, lui.
4. L'état colombien encourage le narcotrafic, il le couvre, il y participe et en tire profit. Le narcotrafic fait partie de ses stratégies. Il faut aussi le comprendre dans le cadre d'une politique transnationale, d'une restructuration actuelle du capitalisme, qui génère une dynamique d'accumulation, de guerre, d'usurpation des territoires, et de guerre contre le narcotrafic. Narcotrafic et guerre contre ce même narcotrafic sont les deux faces d'une même monnaie, les deux côtés de la même équation. L'état a une stratégie : favoriser la montée en puissance du

---

1 La *minga* est un terme quechua qui désigne un travail fait en commun

narcotrafic et de sa répression sur tout le territoire et de la sorte contribuer à l'augmentations des expropriations, de l'usurpation, de l'exploitation et des profits. L'état veut que vous lui déclariez la guerre. Le narcotrafic pourra monter en fleche et avec lui, le nombre de tous ceux qui en vivent, qui en tirent profit et qui tuent les gens ou les anéantissent. Et si certains mènent cette guerre contre le narcotrafic pour, en fait, mener la guerre contre les peuples, d'autres invoquent la politique pour faire la guerre et, en fait, ammasser un butin. Nous le savons bien. Ce n'est pas quelque chose qu'on nous a raconté. C'est quelque chose que nous pouvons constater tous les jours. Nous le savons parce que c'est notre réalité. Et tout cela ne va qu'empirer avec la déclaration de guerre. C'est que l'état attend. C'est ce qu'il veut.

5. Vous savez bien, depuis les négociations, l'accord et l'après accord, que le peuple colombien, qui a souffert plus que les autres parties de la guerre, n'en veut pas. Cette guerre est celle de l'État, il veut la mener contre les peuples et contre la Colombie, il l'encourage. Si elle a lieu, cette guerre, inévitablement, se fera contre le peuple colombien, même si telle n'est pas l'intention affichée. C'est un objectif stratégique du pouvoir, la seule chose qui puisse être réalisée. Les gens vous l'ont dit, à vous et à l'État. Ici et aujourd'hui, parce que nous reconnaissons à la fois la légitimité de votre position et l'erreur stratégique que vous commettez en prenant cette décision, nous le répétons : NOUS NE VOULONS PAS DE GUERRE.

6. En effet, ce n'est un secret pour personne que la guerre en Colombie a été cela, une guerre contre les peuples. Vous le savez, vous l'avez reconnu, vous avez assumé votre responsabilité, vous vous êtes excusés auprès de certaines de vos victimes. Vous savez que sur dix victimes du conflit armé, sept étaient des civils qui n'étaient pas impliqués dans le conflit. Cette guerre contre l'État est une guerre contre les peuples parce que ce ne sont pas les peuples qui décident. On les pousse à la déclarer pour en tirer profit. C'était déjà le cas avant que vous ne preniez cette décision et, dorénavant, ils auront un prétexte idéal pour nous abattre.

7. Vous devez admettre la grande faiblesse politique de votre approche et de votre organisation. C'est apparu clairement au moment des négociations et de ce que l'on a appelé à tort "l'après-conflit". La principale explication de cette faiblesse politique, aussi complexe à démêler qu'indéniable, est la dynamique de la guerre. Elle soumet les peuples grâce à la terreur et à la force et bafoue le droit de chacun à s'assumer dans l'autonomie et la liberté en tant que sujet politique à part entière, sujet de ses rêves et de sa vie. Le peuple en a assez. Nous ne voulons plus que quelques hommes et femmes armés nous imposent leur vérité et se substituent à nous, nous renient, nous donnent des ordres, nous jugent et transforment nos territoires en scènes de pillage, de terreur et de mort. Répondre à la terreur de l'État par la terreur, c'est nier le peuple. Non, vous ne ferez pas ça en notre nom. Nous avons soutenu les accords de paix entre les FARC et l'Etat, contribué à la fin du conflit. Mais c'était pour que notre voix et nos droits soient enfin reconnus, pas pour que des projets élaborés sans la moindre consultation nous soient imposés d'en haut ; encore moins pour qu'avec la poursuite et l'intensification de la guerre, on nous refuse une fois de plus le droit à exister, décider, vivre, penser et suivre notre destin.

Par conséquent, nous le répétons : vous dites vrai quand vous parlez de la terreur que sèment l'état et le pouvoir, nous soutenons votre droit à la rébellion, qui est aussi le nôtre, nous soutenons votre défense qui est légitime, comme la nôtre, et vous proposons de nous organiser pour construire un autre pays, sans maîtres, un pays qui appartienne à tous, pas à une minorité.

C'est un droit du peuple, et non d'une organisation, d'un pouvoir ou d'un acteur, qu'il soit ou non armé.

C'est notre droit, et nous vous incluons dans ce nous, de proposer, d'organiser et de cheminer vers notre libération et vers la paix.

Réagir comme vous le faites au manque de respect de l'Etat pour ce droit souverain, lui donne un prétexte pour nous écraser; c'est inutile.

L'État n'est pas le peuple colombien, pas plus que ceux qui dominent et détiennent le pouvoir.

Et vous non plus, vous le savez.

Par respect pour ce projet d'un pays commun sans maîtres, ne déclarez pas la guerre en notre nom.

Nous ne vous avons pas autorisé, nous ne le voulons pas, nous ne l'acceptons pas.

Nous voulons décider par nous-mêmes. Pour une fois, écoutez les gens.

Prouvez que vous étiez sincère quand vous parliez de votre engagement pour la démocratie, la liberté et la transformation sociale. Soyons unis dans le cadre d'un projet collectif et organisé. Sans armes, pour la paix et la transformation sociale, pas pour prendre le pouvoir.

Pour cette raison, parce que nous condamnons le fait que vous ayez été trahis - nous tous en fait - et parce que vous avez l'intention de prendre les armes en notre nom, nous vous demandons de nous respecter, d'être cohérents avec vos principes révolutionnaires et d'arrêter la guerre. Nous n'en voulons pas, nous ne voulons pas que vous fassiez à l'état ce cadeau qui lui permettra de nous écraser.

Voilà ce que nous vous proposons : nous vous appelons à déclarer immédiatement une trêve indéfinie. Vous vous engagez à écouter les mouvements sociaux et tous les acteurs qui souhaitent s'organiser de manière consciente, et à respecter leurs décisions, dans un délai d'un an à dater d'aujourd'hui.

C'est la voie à suivre pour nous élever contre les forces établies et à nous engager sur une voie consensuelle qui nous permettra d'atteindre la paix dans l'autonomie et la dignité.

La paix des peuples sans maîtres.

Puissent les tragiques circonstances actuelles, et l'impasse dans laquelle nous nous trouvons, nous pousser à comprendre les retombées du choix que nous allons faire : en tant que peuples, soit nous nous élèverons dans l'unité, avec notre propre programme et notre propre force, soit nous sombrerons dans l'horreur et la complicité. Nous vous demandons d'être avec nous, de ne pas parler à notre place, et de vous ranger à notre avis. Voilà la réponse à l'État que nous attendons de vous.

Si vous n'entendez pas notre cri, notre appel à respecter notre droit, une fois de plus, les peuples seront les victimes de la guerre de l'État, au nom de la guerre contre l'État.

Écoutez les gens, ne répondez pas à la guerre par plus de guerre.

Ne tombons PAS dans le piège de l'État et luttons ensemble pour la paix véritable. Si vous adoptez cette démarche, vous pourrez nous soutenir et nous accompagner sur le chemin d'une exigence réciproque, sans avant-garde et sans commandants éclairés, vers le pays des peuples sans maîtres que nous devons atteindre. C'est la seule unité possible.

T  
o  
u  
t

l  
e

r  
e